



**AgEcon** SEARCH  
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

## Les agriculteurs de la CEE face à son élargissement

Corrado Barberis

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Barberis Corrado. Les agriculteurs de la CEE face à son élargissement . In: Économie rurale. N°123, 1978. L'agriculture dans les rapports euro-méditerranéens. pp. 21-23;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1978.2531>

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1978\\_num\\_123\\_1\\_2531](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1978_num_123_1_2531)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

## Résumé

Les pays de l'Europe du Sud qui demandent l'admission à la CEE ne sont pas seulement des concurrents mais des consommateurs potentiels des excédents zootechniques dont le soutien alourdit aujourd'hui les finances communautaires. En plus, puisque la carte du privilège communautaire a échoué, quelles qu'en soient les raisons, dans le secteur des fruits et légumes, pourquoi l'Italie ne devrait-elle donc pas jouer la carte de la solidarité méditerranéenne ?

Etablir un plafond de défense pour chaque produit en fonction de son importance dans la formation du revenu agricole de l'Europe, mais surtout échafauder une véritable Communauté économique, monétaire et politique : voici les termes de l'enjeu, le défi auquel il faut donner la réponse la plus immédiate.

## Abstract

Eec farmers and the entry of new countries - « It is not the Agricultural Common Market but the lack of a veritable economic, monetary and political community which threatens everyone's future. The fact that zootechny is still a problem, and that the « model sector », fruit and vegetable, is going through a bad patch, presents the opportunity to reexamine the situation. Perhaps, in the minds of producers, a respite from anxiety does not compensate for the dashing of certain hopes. The reasons for or against the Mediterranean countries joining the Common Market cannot perhaps be exactly weighed up. At this stage, even if it is not a rational decision, politics triumph. »

# LES AGRICULTEURS DE LA C E E FACE A SON ÉLARGISSEMENT

Corrado BARBERIS

*Istituto di Economia Sociologia ruralis, Roma*

Les pays de l'Europe du Sud qui demandent l'admission à la CEE ne sont pas seulement des concurrents mais des consommateurs potentiels des excédents zootechniques dont le soutien alourdit aujourd'hui les finances communautaires. En plus, puisque la carte du privilège communautaire a échoué, quelles qu'en soient les raisons, dans le secteur des fruits et légumes, pourquoi l'Italie ne devrait-elle donc pas jouer la carte de la solidarité méditerranéenne ?

Etablir un plafond de défense pour chaque produit en fonction de son importance dans la formation du revenu agricole de l'Europe, mais surtout échafauder une véritable Communauté économique, monétaire et politique : voici les termes de l'enjeu, le défi auquel il faut donner la réponse la plus immédiate.

## EEC FARMERS AND THE ENTRY OF NEW COUNTRIES

*« It is not the Agricultural Common Market but the lack of a veritable economic, monetary and political community which threatens everyone's future. The fact that zootechny is still a problem, and that the « model sector », fruit and vegetable, is going through a bad patch, presents the opportunity to reexamine the situation. Perhaps, in the minds of producers, a respite from anxiety does not compensate for the dashing of certain hopes. The reasons for or against the Mediterranean countries joining the Common Market cannot perhaps be exactly weighed up. At this stage, even if it is not a rational decision, politics triumph. »*

Au milieu du siècle dernier, lorsque l'Italie gémissait sous le poids de la domination étrangère, il arriva à certains politiciens d'échafauder un merveilleux projet : l'Autriche aurait acquis aux dépens de la Turquie les principautés danubiennes, sauf à quitter notre Péninsule par compensation. L'équilibre européen serait resté invarié. Un de nos beaux esprits, M. Salvagnoli, raillait alors ce projet dans une épigramme qui — sans offense pour nos collègues de l'ancien empire ottoman — sonnait à peu près comme suit : « Pour nous délivrer des Allemands, les Turcs nous restent seuls, ces truands ».

En 1977, lorsque les régions méditerranéennes gémissent sous le poids de la politique céréalière et zootechnique établie par le FEOGA (1), les Turcs pourraient-ils — et avec eux, bien sûr, les autres peuplades méditerranéennes, qu'il s'agisse des Grecs ou des Espagnols — sauver l'Italie du Sud et, par raccroc, le Languedoc ?

L'hypothèse est alléchante à l'heure où le réalisme des organisations professionnelles s'affronte à la révision de la politique agricole communautaire, à partir d'un mot d'ordre qui peut être ainsi résumé : « Toute la protection actuelle aux produits déjà protégés, plus la protection convenable aux produits qui ne le sont pas encore ». Or, cette hypothèse vient d'être axée sur deux piliers. Le premier repose sur le charme discret de l'industrie. Afin d'élargir le marché de leurs manufactures, les grandes puissances de l'Europe du Nord accepteront-elles d'ajouter à la protection des produits zootechniques et céréalières celle des fruits et légumes, ou bien de sacrifier un peu ceux-là en faveur de ceux-ci ?

Le deuxième pilier est apparemment moins solide, puisqu'il s'identifie à un pari. Face à une consommation de viande bovine de 26 ou 27 kg par habitant de l'Europe des Neuf, l'Espagne n'en atteint que 12, la Grèce n'en atteint que 13, ou 16 d'après d'autres sources. Il n'y a donc qu'à attendre, voire à favoriser le développement économique de ces pays pour que leur incapacité de produire le bétail nécessaire les livre à des achats toujours plus importants sur le marché

(1) CEE : *La situation de l'agriculture dans la Communauté*, rapport 1975, vol. 3, p. 363. En 1975, sur 3.887,8 millions d'unités de compte (4.572,0 compte tenu des montants compensatoires), 83,5 seulement seront dédiés aux fruits et légumes, produits typiques de la Méditerranée. Par contre, 1.153 iront aux produits laitiers, 848 à la viande bovine, ...

communautaire. Les dépôts frigorifiques de l'Europe rhénane seraient donc vidés et, par conséquent, un important volume d'argent — auparavant absorbé par les produits zootechniques et leurs méventes vers l'URSS — serait rendu disponible pour la protection des produits du Sud. En relayant le lait par le vin et par les jus de fruits, et en déplaçant les puissances tout en sauvegardant leur balance, les Turcs — ces Turcs sociologiques étalés du Bosphore à Gibraltar — pourraient donc sauver les agrumes de Sicile et le vignoble de l'Hérault...

Malheureusement, les données les plus récentes n'offrent pas encore un appui certain à ce pari généreux. La Grèce importe déjà, c'est vrai, un tiers de son bifteck et pas mal de lait. Par contre, loin d'imiter l'Italie qui a grimpé jusqu'à la moyenne communautaire dans la consommation de viande bovine, les Espagnols ont beaucoup augmenté, grâce à leur développement économique, la consommation de viande, mais sans avoir recours au bœuf. Leur consommation annuelle, qui est de 12 kg à peine pour ce bétail, est compensée par une consommation de 44 kg de porc, de mouton et de volaille. Grâce à cette stratégie des protéines alternatives, ils ont donc réussi à annuler, ou presque, l'importation de carcasses bovines et à pourvoir par leurs propres ressources à l'augmentation de la consommation, même dans ce secteur. L'Histoire nous apprendra jusqu'à quel point une Espagne intégrée à l'Europe par l'émigration de ses travailleurs réussira à se soustraire à la contagion du bifteck. N'empêche que les autorités préposées à l'adhésion de nouveaux pays au Marché commun ont bien le droit de déduire la sincérité de leur demande de la qualité de leur consommation. Si Feuerbach a raison et si l'homme est vraiment ce qu'il mange, le bon citoyen de la Communauté est par exemple celui qui, grâce à son revenu, se désaltère avec du lait, du vin et des jus de fruits. La prise de conscience européenne se fait par opposition à l'eau. De même, il y aura lieu de suspecter la bonne foi européenne des grands importateurs de maïs, ce bœuf déguisé qui s'ignore dans les statistiques et qui nous arrive de l'Iowa.

Les régimes alimentaires varient lentement. A court terme, la nécessité de donner satisfaction à ses producteurs méditerranéens est déjà, pour l'Europe des neuf, bien réelle. Fruits et légumes, vin et tabac ne représentent en 1975 que 12 % de la dépense communautaire. D'ailleurs, il est aussi improbable que cette satisfaction puisse être donnée en refusant l'adhésion des autres pays. Ce n'est pas l'entrée de l'Espagne ou de la Grèce qui menace l'Italie ou le Sud de la France ; c'est plutôt l'entrée des produits espagnols ou grecs, qui circulent déjà, même sans adhésion politique. La preuve en est que les importations de tomates en provenance de pays tiers de la Méditerranée ont décuplé, dans la CEE, entre 1966 et 1973, en passant de 10.000 à 101.000 tonnes, tandis que les échanges à l'intérieur de la Communauté n'ont que doublé, de 33.000 à

64.000 tonnes (2). Au fond, notre Ministre de l'agriculture, M. Marcora, a bien raison de répéter que lorsqu'il offre à Rome un repas à l'un de ses collègues, il y a une chance sur deux que le bifteck soit italien, mais que lorsqu'on lui offre un repas à Bruxelles, les chances des oranges italiennes se réduisent à une sur vingt, et même aucune. Puisque la carte du privilège communautaire a échoué, quelles qu'en soient les raisons, pourquoi l'Italie ne devrait-elle donc pas jouer la carte de la solidarité méditerranéenne ?

Face à cette nécessité de révision de la politique communautaire, qui semble s'imposer en tout cas, et en escomptant l'opposition des autorités chargées de la défense monétaire à un élargissement indéfini de la dépense agricole, **la solution pourrait résider dans l'établissement d'un plafond de dépense pour chaque produit, plafond qui devrait être fixé en fonction de l'importance de chaque secteur dans la formation du produit brut agricole de l'Europe.** D'ailleurs, la Communauté n'a-t-elle pas déjà introduit un plafond pour la section Orientation du FEOGA, tout en gardant la mobilité de la section Garantie ?

La crise d'un secteur cesserait alors d'affecter la dépense des autres ; certains produits obtiendraient des primes même dans une conjoncture de prospérité, et pourraient se créer des réserves afin de soutenir par leurs propres moyens les outrages de la mauvaise conjoncture. On abandonnerait l'optique si pitoyable de l'agriculture grande malade, à laquelle il faut donner des tisanes pour qu'elle puisse mieux garder le lit. D'une philosophie basée sur les **deficiency payments**, l'on passerait à une autre visant aux **efficiency payments** : pratique bien connue d'ailleurs de nos collègues britanniques, qui en ont été les inventeurs. Puisque l'importance du soutien est proportionnelle à l'importance du produit, le paiement déficitaire prime, d'ores et déjà, sinon l'efficacité, du moins l'abondance. Encore, pour énormes qu'elles soient, les dépenses du FEOGA ne couvrent pas l'ensemble du nécessaire, mais le possible : fabuleux argent de poche, arraché par ces éternels mineurs — les paysans — à la convoitise bienveillante des grands commis du Trésor et, partant, distribuable à merci. Désolidariser la notion d'aide de la notion de crise : quel progrès, quelle aubaine...

L'irritation des organisations professionnelles vis-à-vis de la politique agricole des Neuf provient d'une série de constats qu'il est opportun de rappeler.

1 — **Des prix uniformes ne font pas un marché commun.** En 1956, l'Italie expédiait vers l'Allemagne occidentale 694.000 quintaux de tomates, qui représentaient 44,2 % des importations allemandes. En 1973/75, les envois vers la même destination sont tombés à 64.000 quintaux, c'est-à-dire à 2,3 % seulement des importations totales. Et ceci, nonobstant que les

(2) COPA, 15 avril 1977.

tomates importées comptent pour 1,5 % seulement dans la valeur de cette marchandise. C'est donc avec — sinon par — leurs prix très bas que les producteurs italiens se sont fait expulser du marché allemand. Le soleil du Sud est très important pour produire de bonnes tomates, mais l'organisation des serres hollandaises, avec leurs étuves, est plus apte à les vendre, enchâssées dans d'impeccables plateaux (3).

2 — **Les marchés**, ces océans économiques, ne communiquent entre eux que par des séries d'écluses et de barrages sociologiques. La concurrence d'un pays ne dépend donc pas du prix des produits, mais de leurs canaux. A ce point, il est plus intéressant de connaître le pourcentage des denrées mises sur le marché par des coopératives (et surtout des centrales coopératives puissantes) que leurs prix de revient. On lit quelque part que les paysans grecs adhèrent à la PASEGES (Confédération hellénique des unions coopératives agricoles) dans la proportion de 70 % (4). Voici — à la limite — une circonstance qui pourrait donner à son agriculture, souvent considérée négligeable, un élan insoupçonné. La preuve en est une fois encore fournie par l'Italie. D'après un document de la CEE, « les exportations du Mezzogiorno en fruits et légumes ont diminué tant en quantité (passant de 12,9 à 8,8 millions de quintaux) que par rapport aux exportations totales de l'Italie (53 % en 1968, 39 % en 1973). En revanche, les exportations de fruits et légumes des régions méditerranéennes, du Centre et du Nord de l'Italie ont augmenté de 8,2 millions de quintaux en 1968 à 9,7 millions de quintaux en 1973, et donc de 34 à 43 % des exportations italiennes. Le Trentino-Alto Adige et l'Emilia-Romagna sont les deux régions qui exportent le plus de fruits et légumes » (5).

Or il faut vraiment du toupet pour placer ces deux régions parmi les régions méditerranéennes. Le Trentino-Alto Adige est au milieu des Alpes, et l'Emilia-Romagna a toujours revendiqué, d'après les textes scolaires, le palmarès du froid.

Avec le palmarès du froid, ces deux régions méritent surtout le palmarès de l'organisation coopérative, à laquelle les auteurs du rapport CEE, ont bien raison d'attribuer le mérite de l'exploit.

3 — **La mise en commun ne concerne donc pas des marchés mais des sociétés, des hommes** et pas seulement des produits. L'achat d'une denrée est l'achat d'une âme, d'une volonté de puissance et du génie qui s'y abrite. Heureux le planificateur qui saura donc cal-

culer l'effet Mosquée dans les abricots turcs, et, pourquoi pas, l'effet Mafia dans les vins de Sicile, qui sont d'ailleurs excellents. En parcourant la province de Trapani, centre historique de la mafia agricole, le touriste est saisi non seulement par le spectacle incomparable des vignobles, mais aussi par la fréquence des caves coopératives qui se juxtaposent, avec leurs édifices énormes, sur le territoire d'une même commune, parfois à l'intérieur d'une même bourgade. Que devrait-il en conclure, sinon que le Diable est, encore une fois, l'agent d'affaire du Bon Dieu ?

La leçon donnée par l'expérience aux organisations professionnelles est tout à fait évidente. L'organisation vaut plus que la nature, la volonté est la condition de la liberté, et le soleil ne paie qu'à partir de sa mise en boîte. Au fond, ce que l'on peut reprocher au Marché commun, c'est moins d'avoir déprimé les secteurs naturellement faibles que de ne pas avoir exalté les secteurs naturellement forts. La déception de l'Italie pour ce qui concerne les fruits et légumes découle de ce défaut d'organisation commerciale. Par contre, l'élevage italien — le secteur le plus menacé par la concurrence européenne — a tenu. En 1976, les productions zootechniques ont atteint 41,6 % de toute la production agricole italienne. La crise zootechnique de 1974 et celle traversée (surmontée ?) en 1977 ont plus été la conséquence de la politique monétaire qui revient à l'indépendance nationale avec les montants compensatoires, que du marché commun proprement dit. Une fois la lire verte dévaluée, les étables ont vite fait de se repeupler.

En fait, ce n'est pas la Communauté agricole, mais bien le manque d'une véritable Communauté économique, monétaire et politique, qui pèse lourdement sur le destin de tout le monde. En tout cas, la survivance du secteur problème, la zootechnie, et la crise des exportations du secteur modèle, les fruits et légumes, offrent pas mal d'occasions de s'interroger. Peut-être, dans la conscience des producteurs, un sursis octroyé à l'angoisse ne compense-t-il pas un échec infligé à l'espoir.

Dans ce triomphe de l'inédit, il est aussi savant que pédant d'établir la série des raisons qui militent contre (6) ou pour (7) l'adhésion des pays méditerranéens au Marché commun. Les ressorts économiques ne sont pas tous calculés, ni peut-être calculables. A ce point, contre toute raison, c'est la politique qui l'emporte. Après tout, comme le répétait Napoléon qui n'était pas un esprit superficiel et qui soignait ses plans de bataille, « l'on s'engage, et puis on voit ».

(3) GALIZZI G., *L'Agricoltura mediterranea nella Comunità Economica Europea*, Florence, 16 avril 1977.

(4) CEE, *Négociations avec la Grèce*, 16 avril 1977.

(5) CEE : *Problèmes de l'agriculture méditerranéenne*, 13 décembre 1976.

(6) CNJA, *Espagne, un choc pour l'Europe*, Paris, avril 1976.

(7) Hermandad nacional de labradores y gavaderos : *L'agriculture espagnole face à la Communauté économique européenne*, Madrid, février 1977.